



**MINISTÈRE  
DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
général**

# **ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'ABDIR ET DE L'ANIFOM**

**(Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer, 1957-2010)**

## **Répertoire méthodique détaillé**

établi par Sylvie JULIEN

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières  
Savigny-le-Temple

2023

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002).

## **Sommaire**

Agence de défense des biens et intérêts des rapatriés (ADBIR).....	7
Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer (ANIFOM).....	11

**Référence**

B-0068152/1 – B-0068157/1, B-0071479/1 – B-0071569/1

**Niveau de description**

Dossier

**Intitulé**

Organisation et fonctionnement de l'ABDIR et de l'ANIFOM.

**Dates extrêmes**

1957-2010

**Noms des principaux producteurs**

Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer

**Importance matérielle**

97 boîtes soit 11,25 mètres linéaires.

**Langue des documents**

Français

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Service des archives économiques et financières

**Localisation physique**

Savigny-le-Temple (77)

**Conditions d'accès**

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

**Conditions d'utilisation**

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

**Modalités d'entrée**

Versements du 1<sup>er</sup> février 1991 et du 7 août 2012 portant les références PH 151/91 et PH 218/12.

**Historique du producteur**

L'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer (ANIFOM) est un établissement public national à caractère administratif créé par la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970. Il se substitue à l'Agence de défense des biens et intérêts des rapatriés (ADBIR) qui existait depuis 1962 et avait effectué le recensement des biens perdus suite à des événements politiques, dans les territoires antérieurement placés sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France. Selon le décret n° 70-982 du 27 octobre 1970, elle est placée sous la tutelle du ministère de l'économie et des finances. La loi n° 70-632 du 15 juillet 1970, qui règle l'exécution des opérations administratives et financières prévues par la première loi d'indemnisation, pose les bases du système d'indemnisation. Elle est complétée par les lois d'indemnisation n° 78-1 du 2 janvier 1978 et n° 87-549 du 16 juillet 1987. Ces lois concernent tous les rapatriés, d'Afrique du Nord (Algérie, Tunisie, Maroc), d'Indochine (Vietnam, Laos, Cambodge), d'Afrique (Guinée) et de Vanuatu. D'autres textes complètent ces dispositions

générales : attribution d'une indemnité forfaitaire pour perte de mobilier outre-mer en faveur des rapatriés les plus défavorisés prévue par la loi n° 82-4 du 6 janvier 1982 (Titre II); attribution des allocations forfaitaires prévues aux articles 9 de la loi n° 87-549 du 16 juillet 1987 et 2 de la loi n° 94-488 du 11 juin 1994 en faveur des anciens supplétifs d'Algérie. S'applique enfin la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 relative aux reversements, sous certaines conditions des sommes prélevées sur les indemnités au titre des articles 46 de la loi du 15 juillet 1970, 3 de la loi du 2 janvier 1978.

L'ANIFOM réalise aussi des missions complémentaires sur les accords internationaux : mise en œuvre des accords immobiliers franco-tunisiens des 23 février 1984 et 4 mai 1989 (cession du patrimoine immobilier détenu par les propriétaires français aux Tunisiens) ; de l'accord du 27 mai 1997 passé entre la République française et la Fédération de Russie (répartition de l'indemnité globale versée par la Fédération de Russie entre les personnes françaises dépossédées de leurs biens en Russie ou dans les territoires administrés par l'ex-URSS pendant la Seconde guerre mondiale, en vertu de l'article 48 de la loi de finances rectificative pour 1999 et de son décret d'application n° 2000-777 du 23 août 2000) ; indemnisation des Français de Madagascar et du Cambodge victimes de mesures de nationalisation ou de spoliation intervenues dans ces pays (articles 89 et 90 de la loi de finances rectificative pour 2001 (loi n° 2001-1276 du 28 décembre 2001). Enfin, elle applique les mesures stipulées dans les articles 12 et 13 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 et le décret n° 2005-539 du 26 mai 2005 (remboursement des sommes prélevées en 1970 et 1978). L'ANIFOM rembourse les sommes qui avaient fait l'objet de déduction sur les indemnités des rapatriés, au titre des articles 46 de la loi du 15 juillet 1970 et 2 alinéa 2, 3, 4 de la loi du 2 janvier 1978 et 2 de la loi n° 87-549 du 16 juillet 1987, et instruit les dossiers des personnes ayant fait l'objet en relation directe avec les événements d'Algérie pendant la période du 31 octobre 1954 au 3 juillet 1962, de condamnations ou de sanctions amnistiées de mesures administratives d'expulsion, d'internement ou d'assignation à résidence, ayant de ce fait dû cesser leur activité professionnelle. L'ANIFOM est dissoute au 31 décembre 2013.

### **Évaluation, tris et éliminations.**

Les doublons ont été éliminés.

### **Mode de classement**

Ces archives ont été classées de manière thématique.

### **Présentation du contenu**

Ce fonds concernent l'organisation et le fonctionnement de l'Agence de défense des biens et intérêts des rapatriés (ABDIR) et de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer (ANIFOM). L'ABDIR était un établissement public mis en place dans le cadre des accords d'Évian de 1962 (ordonnance 62-1106 du 19 septembre 1962) pour assurer la protection des biens et intérêts des français ayant quitté, par suite d'événements politiques, un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France. L'ABDIR a essentiellement exercé son activité au profit des rapatriés d'Algérie et, dans une moindre mesure, des rapatriés de Tunisie. Elle était placée sous la tutelle conjointe du Secrétariat d'État aux affaires algériennes, du ministère des affaires étrangères et du ministère des finances et des affaires économiques. L'ABDIR est remplacée en 1970 par l'ANIFOM.

On trouve notamment ici des dossiers relatifs à la gestion comptable ou aux personnels de ces agences, des comptes rendus des réunions de leurs conseils d'administration, des dossiers concernant la mise en œuvre et l'application de l'indemnisation des entreprises et des particuliers.

Enfin, sont présents dans ce fonds, des archives portant sur des commissions ou comités en rapport avec les rapatriés : commission consultative des rapatriés, comité national de suivi du plan d'action en faveurs des anciens membres des formations supplétives et assimilés ou victimes de la captivité en Algérie et de leurs familles, Haut conseil des rapatriés.

**Indexation**

Rapatrié

Indemnisation

Harki

Gestion du personnel

Gestion comptable

**B-0068152/1 – 0068153/1, B-0071521/1 – B-0071533/1, B-0071535/1 – B-0071539/3, B-0071542/1 – B-0071543/1, B-0071533/2 – B-0071534/1, B-0071536/2 – B-0071536/5, B-0071540/1 – B-0071541/1**

Agence de défense des biens et intérêts des rapatriés (ADBIR).

1957-1972

**B-0071521/1**

Création de l'agence (ordonnance N° 62-1106 du 19 septembre 1962) : travaux préparatoires (1962) ; installation de l'agence (1962) ; organisation et fonctionnement de l'agence (décret du 26 novembre 1962 (1962-1968), textes (1962-1969).

1962-1969

**B-0071522/1**

Personnels de l'ADBIR, organisation des services : recrutement, organisation et moyens, situation des effectifs de l'agence (23 octobre 1967), organigramme, besoins en personnel des services extérieurs de l'agence, délégation générale à Alger, délégations régionales.

1962-1967

**B-0071522/2**

Budget de fonctionnement de l'agence.

1962, 1965

**B-0071522/3**

Bilan d'activité de l'agence.

1963-1970

**B-0071522/4**

Bilan financier de l'agence : situation récapitulative des opérations déjà engagées.

1968

**B-0068152/1 - B-0068153/1**

Vérification des comptes financiers : textes, notes, correspondance, tableaux.

1963-1969

**B-0068152/1**

1963-1967

**B-0068153/1**

1968-1969

**B-0071522/5**

Représentation française en Algérie : documents émanant de l'Ambassade de France, correspondance, notes, revue de presse, rapports (août 1962 - janvier 1963, 1968).

1962-1968

**B-0071523/1 - B-0071526/1**

Réunions du conseil d'administration.

1963-1970

**B-0071523/1**

Séances du 9 octobre et 16 décembre 1963, 8 avril, 19 juin, 19 octobre et 14 décembre 1964, 8 mars et 31 mai 1965.

1963-1965

**B-0071524/1**

Séances du 4 octobre et 13 décembre 1965, 28 mars, 11 juillet, 24 octobre et 20 décembre 1966, 21 mars 1967.

1965-1967

**B-0071525/1**

Séances du 27 juin, 24 octobre et 19 décembre 1967, 26 mars, 25 juin, 8 octobre et 10 décembre 1968.

1967-1968

**B-0071526/1**

Séances du 25 mars, 24 juin, 14 octobre et 16 décembre 1969, 17 mars et 19 juin 1970.

1969-1970

**B-0071527/1 - B-0071528/1**

Réunions du conseil de direction : procès-verbaux des séances.

1963-1970

**B-071527/1**

1963-1966

**B-0071528/1**

1967-1970

**B-0071529/1 - B-00532/1**

Études et rapports.

1960-1970

**B-0071529/1**

Reconstruction et habitat par M. Gas, commissaire à la reconstruction et à l'habitat rural (23/02/1960) ; organisation administrative de la République algérienne démocratique et populaire (1963, décembre 1965) ; les industries extractives en Algérie (22 avril 1964) ; recensement des études de notaires en Algérie (1er mars 1964) ; aspects du marché immobilier en Algérie (mai 1964) ; les spoliations outre-mer et leur nécessaire indemnisation (juillet 1964) ; la situation du patrimoine agricole français en Algérie (décembre 1964) ; rapport sur la situation des chirurgiens dentistes français en Algérie (décembre 1964).

1960-1965

**B-0071530/1**

La situation des entreprises françaises de transport public routier en Algérie (janvier 1965) ; les médecins français en Algérie (1er février 1965) ; les corps gras en Algérie (février 1965) ; étude sur les pharmacie en Algérie (avril 1965) ; la situation démographique et économique de l'Algérie (juin 1965) ; les expériences d'indemnisation (octobre 1965).

1965

**B-0071531/1**

L'endettement des rapatriés d'Algérie (mars 1966) ; codification des communes d'Algérie (juillet 1966) ; les mesures prises par l'Etat algérien dans le domaine des mines métalliques (juillet 1966, septembre 1966, juin 1967) ; les législations étrangères en matières d'indemnisation (octobre 1966) ; la révolution agraire algérienne (avant-projet, novembre 1966).

1966-1967

**B-0071532/1**

Situation des biens vacants en Algérie (octobre, décembre 1967, mars, juin, octobre 1968) + additif au rapport (avril-mai-juin 1968) ; inventaire complémentaire des biens spoliés en Algérie (février 1969) ; contribution à l'étude de l'indemnisation des biens français spoliés en Algérie (janvier 1970).

1967-1970

**B-0071533/1**

Algérie, récolte 1960, annuaire de la viticulture, départements d'Alger, de Medea, d'Orléansville, de la Grande Kabyle, de Constantine, d'Oran, de Mostaganen, du Tيارت, de Tlemcen.

1960



**B-0071535/1**

Représentation d'un agent de l'agence aux réunions du Comité de liquidation de la Banque de l'Algérie : séance du 25 mars, 24 juin et 18 novembre 1964, 31 mars, 7 juillet et 21 décembre 1965, 27 avril, 6 juillet et 30 novembre 1966, 12 avril, 28 juin et 13 décembre 1967, 28 février, 22 mai et 11 décembre 1968, 12 mars, et 2 juillet 1969, 4 février et 16 décembre 1970 (1964-1970, 1972).

1964-1972

**B-0071536/1**

Indemnisation aux propriétaires de biens en Algérie : règlement problème immobilier, aide financière aux propriétaires, plan d'indemnisation, négociations franco-algérienne.

1963-1965

**B-0071537/1 – B-0071539/2**

Exploitations agricoles françaises en Algérie, remboursement des frais cultureaux.

1962-1969

**B-0071537/1**

Conditions et modalités de remboursement des frais cultureaux.

1963-1967

**B-0071538/1**

Réunions de la Commission des frais cultureaux : séance du 14 novembre et 13 décembre 1963, 15 janvier, 14 février, 17 avril, 22 mai, 18 juin, 30 juillet et 29 octobre 1964, 8 janvier, 12 mars, 22 juillet et 19 novembre 1965, 3 février, 25 mars, 3 juin, 21 juillet et 22 novembre 1966, 9 janvier 1967, 16 décembre 1968.

1963-1968

**B-0071538/2**

Céréaliculture.

1963-1968

**B-0071539/1**

Viticulture.

1963-1969

**B-0071539/2**

Boisement de chênes-lièges.

1962-1967

**B-0071539/3**

Notes sur le projet algérien de réforme communale (octobre 1966), concernant le projet algérien de réforme agraire (octobre 1966), concernant le nouveau code algérien des investissements et étude (octobre 1966), concernant les trois nationalisations du 16 août en Algérie (septembre 1968).

1966-1968

**B-0071542/1 – B-0071543/1**

Entreprises françaises spoliées en Algérie, dédommagement des entreprises industrielles, commerciales et artisanales.

1964-1970

**B-0071542/1**

Conditions et modalités (1964-1965) ; réunions de la Commission spéciale : séance du 7 décembre 1964, 24 mars, 7 mai, 25 juin et 10 octobre 1965, 28 janvier, 29 avril, 23 juin et 26 octobre 1966.

1964-1966

**B-0071543/1**

Réunions de la Commission spéciale : séance du 24 février 1967, 10 janvier, 2 mai et 14 novembre 1968, 19 juin 1969, 12 mars 1970.

1967-1970

**B-0071533/2**

Instructions ministérielles (1963-1969), arrêtés (1965-1970) : registre.

1963-1970

**B-0071534/1**

Biens des rapatriés : mesures concernant la protection des biens vacants, la réquisition des locaux d'habitation et l'administration, des établissements à caractère industriel, commercial, artisanal, financier ou agricole, en état de cessation d'activités (1961-1962, 1968).

1961-1968

**B-0071536/2**

Représentation des ministères au sein du Conseil d'administration de l'agence : désignation d'un représentant des Ministères.

1963-1969

**B-0071536/3**

Mandats, certificats de recensement et fiches d'identification : mandat confié par les rapatriés à l'agence pour accomplir toutes les mesures conservatoires de nature à assurer la protection de leurs biens en Algérie (1963-1971) ; exécution de la procédure des certificats de recensement (1963-1969) ; fiches d'identification, notice pour l'établissement des fiches par secteur IM, AGR, ICA (1966-1970).

1963-1971

**B-0071536/4**

Contentieux et Commission de conciliation, règlement des créances : notes (1963-1966) ; mise en place et fonctionnement des commissions de conciliations : application du décret 65-1113 du 17 décembre 1965 relatif à l'institution de commissions pour la conciliation des différends intéressant les personnes ayant résidé dans certains pays d'outre-mer (1964-1966).

1963-1966

**B-0071536/5**

Subvention pour frais de campagne (Tunisie), remboursement des frais de campagne aux agriculteurs français de Tunisie dépossédés de leur biens agricoles par la loi tunisienne du 12 mai 1964 (instruction interministérielle n°06 ADBIR du 16 février 1965), réunions de la Commission des frais de campagne : procès verbal des séances du 27 avril, 11 juin, 10 août et 19 novembre 1965, 3 février, 25 mai, 3 juin et 21 juillet 1966, 5 mai 1967, 8 janvier et 14 novembre 1968.

1965-1968

**B-0071540/1**

Commission des dommages matériels, réunions : procès verbal des séances du 6 mai, 13 octobre et 21 novembre 1966, 13 janvier, 27 février et 17 avril 1967, 11 janvier, 1er avril, 20 mai, 10 juillet, 30 octobre et 16 décembre 1968, 17 février, 21 avril, 30 juin, 16 octobre et 18 décembre 1969, 19 février, 23 avril et 11 juin 1970.

1966-1970

**B-0074541/1**

Dommages matériels, décision 55.032 et textes d'application, instruction ministérielle et circulaires : travaux préparatoires.

1957-1969

**B-0068153/2 – B-0068157/1, B-0071479/1 – B-0071501/1, B-0071502/1 – B-0071519/2, B-0071558/1, B-0071520/1, B-0071557/1, B-0071559/1 – B-0071569/1**

Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer (ANIFOM).

1970-2010

**B-0068153/2 - B-0068157/1**

Vérification des comptes financiers : textes, notes, correspondance, tableaux.

1970-1980

**B-0068153/2**

1970-1971

**B-0068154/1**

1972-1973

**B-0068155/1**

1974-1975

**B-0068156/1**

1976-1977

**B-0068157/1**

1978-1980

**B-0071479/1 – B-0071491/1**

Réunions du conseil d'administration.

1971-2007

**B-0071479/1**

Séances du 26 février, 18 juin, 8 octobre et 17 décembre 1971, du 17 mars et 16 juin 1972.

1971-1972

**B-0071480/1**

Séances du 29 septembre et 8 décembre 1972, 23 mars, 22 juin, 12 octobre et 14 décembre 1973, 15 mars, 21 juin, 11 octobre 1974.

1972-1974

**B-0071481/1**

Séances du 16 décembre 1974, 19 mars, 19 juin, 27 novembre et 17 décembre 1975, 11 mars, 8 octobre et 9 novembre 1976.

1974-1976

**B-0071482/1**

Séances du 10 mars, 23 juin, 25 octobre et 20 décembre 1977, 7 mars, 9 mai, 29 juin, 26 septembre et 30 novembre 1978.

1977-1978

**B-0071483/1**

Séances du 22 mars, 27 juin, 10 octobre et 6 décembre 1979, 20 mars, 26 juin et 25 septembre 1980.

1979-1980

**B-0071484/1**

Séances du 5 décembre 1980, 17 mars, 23 avril, 18 juin, 24 septembre et 3 décembre 1981, 8 juillet, 30 septembre et 2 décembre 1982.

1980-1982

**B-0071485/1**

Séances du 17 mars, 9 juin, 6 octobre et 8 décembre 1983, 9 octobre et 4 décembre 1984, 21 mars, 26 septembre 1985.

1983-1985

**B-0071486/1**

Séances du 5 décembre 1985, 19 juin et 4 décembre 1986, 11 juin et 2 décembre 1987, 16 juin et 1er décembre 1988.

	1985-1988
<b>B-0071487/1</b>	
Séances du 15 juin et 7 décembre 1989, 14 juin et 6 décembre 1990, 20 juin et 5 décembre 1991, 11 juin et 10 décembre 1992.	
	1989-1992
<b>B-0071488/1</b>	
Séances du 9 juin et 8 décembre 1993, 15 juin et 14 décembre 1994, 6 juin et 12 décembre 1995, 20 février et 3 décembre 1996.	
	1993-1996
<b>B-0071489/1</b>	
Séances du 10 juin et 9 décembre 1997, 9 juin et 8 décembre 1998, 15 juin et 7 décembre 1999, 20 juin et 12 décembre 2000.	
	1997-2000
<b>B-0071490/1</b>	
Séances du 12 juin et 11 décembre 2001, 11 juin et 10 décembre 2002.	
	2001-2002
<b>B-0071491/1</b>	
Séances du 10 juin et 2 décembre 2003, 8 juin et 9 décembre 2004, 23 mai, 7 juin et 6 décembre 2005, 22 mai 2007.	
	2003-2007
<b>B-0071492/1 – B-0071501/1</b>	
Comptes financiers et budget de l'agence.	
	1978-2008
<b>B-0071492/1</b>	
1978-1982	
<b>B-0071493/1</b>	
1983-1984	
<b>B-0071494/1</b>	
1985-1986	
<b>B-0071495/1</b>	
1987-1988	
<b>B-0071496/1</b>	
1989-1990	
<b>B-0071497/1</b>	
1991-1992	
<b>B-0071498/1</b>	
1993-1994	
<b>B-0071499/1</b>	
1995-1997	
<b>B-0071500/1</b>	
1998-2000	
<b>B-0071501/1</b>	
2001-2008	
<b>B-0071502/1 - B-0071503/1</b>	
Réunions du conseil de direction : procès-verbal, comptes rendus des séances.	
	1970-2001
<b>B-0071502/1</b>	
9 septembre – 18 novembre 1970, 1978 – 1986.	
	1970-1986
<b>B-0071503/1</b>	
1987 - 4 juillet 2001.	

1987-2001

**B-0071504/1**

Organisation et fonctionnement de l'agence : inauguration, le 7 septembre 1978, des nouveaux locaux à Bercy de l'ANIFOM et remise officielle des premiers titres d'indemnisation entre les mains des rapatriés par M. Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République (démarrage des opérations d'indemnisation prévues par la loi du 2 janvier 1978) (1978) ; organigrammes (1981-1987, 2003) ; restructuration de l'agence (1984-1986) ; avenir de l'agence (1985) ; présentation de l'ANIFOM (1985, 2000-2002, 2005) ; visite du ministre André Santini (19 juin 1986) ; notes sur l'organisation de l'ANIFOM (1987, 1993-1999) ; conditions de fermeture de l'agence (2000-2008) ; surface des locaux occupés par l'agence (2002) ; mission interministérielle aux rapatriés (MIR) (2002-2004) ; opération d'archivage (2003-2006).

1978-2008

**B-0071505/1**

Personnels de l'agence : conditions de recrutement, de classement indiciaire et d'avancement du personnel (décret N° 70-982 du 27 octobre 1970, règlement intérieur, protocole (1976) ; reclassement des agents contractuels (décret N° 79-831 du 27 septembre 1979, précisant les modalités de ce reclassement), examens professionnels ouverts au personnel (1978-1983) ; questionnaire fonctionnaire et contractuel au sujet de la réintégration et du reclassement (1985) ; besoin en effectifs de l'agence (1991-2005) ; fonctionnaires d'autres administrations en service détaché auprès de l'ANIFOM, réintégration (2001-2003) ; régime indemnitaire des agents (2003).

1970-2005

**B-0071505/2**

Bilans d'activité de l'agence (1970-1985, 1987, 1997, 1999-2002, 2003).

1970-2005

**B-0071506/1**

Budget de fonctionnement de l'agence (1986, 1991, 2002-2008).

1986-2008

**B-0071506/2**

Bilan financier, dépenses de l'État en faveur des rapatriés : tableaux.

2002

**B-0071506/3**

Comptabilité de l'agence.

2004-2006

**B-0071506/4**

Campagne d'information auprès des rapatriés français résidant en France, qui ont été dépossédés de biens situés en Algérie, au Maroc et en Tunisie et qui n'auraient pas déposé leur demande d'indemnisation.

1971-1990

**B-0071507/1**

Accueil dans les délégations régionales : compte rendu de réunion (1978-1979) ; stages de formation pour les chargés d'accueil (novembre 1978) ; compte rendu mensuel d'activité des centres Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Périgueux, Toulouse (1978-1989) et notes sur la fermeture des centres (1989-1990) ; réunions des délégués à la Direction générale (1987-1989).

1978-1990

**B-0071508/1 – B-0071509/1**

Indemnisation des Français rapatriés, législation.

1970-2008

**B-0071508/1**

Loi N° 70-632 du 15 juillet 1970 relative à l'indemnisation des français rapatriés dépossédés de leurs biens : texte, application de la loi, décret N° 82-578 du 2 juillet 1982 (1970-1982) ; étude de la loi N° 70-632 du 15 juillet 1970, rapport au Premier ministre sur les problèmes des rapatriés présenté par MM. Labarraque, Coste et Nouaille-Degorce (juillet 1974).

1970-1982

**B-0071508/2**

Loi N° 78-1 du 2 janvier 1978 relative à l'indemnisation des français rapatriés dépossédés de leurs biens : texte, rapport, projet de décret, notes.

1977-1978

**B-0071508/3**

Loi N° 87-549 du 16 juillet 1987 prévoit l'octroi d'une indemnité complémentaire aux personnes précédemment indemnisées en application des lois du 15 juillet 1970 et 2 janvier 1978, ou à leur héritiers : texte, décret d'application, analyse, travaux préparatoires, application, décret.

1981-1994

**B-0071508/4**

Loi N° 94-488 du 11 juin 1994 relative aux rapatriés anciens membres des formations supplétives et assimilés ou victimes de la captivité en Algérie : décret d'application, décrets, circulaires, mise en œuvre du plan d'action.

1994-2003

**B-0071509/1**

Loi N° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des français rapatriés : travaux préparatoires (2003-2005), mise en œuvre, avenants (2008), application.

2003-2008

**B-0071510/1**

Régime foncier en Algérie (terre ARCH et terre MELK) (novembre 1971) ; législation relative aux séismes et sinistres (antérieurs à l'indépendance) arrêtés délimitant les zones sinistrées par le séisme de la région du Chétif (6 novembre 1954, 27 avril 1955, 10 novembre 1955, 4 février 1958) (août 1972) ; législation sur l'urbanisme : textes de 1955 et 1956, communes d'Algérie ayant fait l'objet d'un projet d'urbanisme (années 1957, 1958, 1959, 1960, 1961) (août 1972) ; législation relative aux zones et sites touristiques (législation postérieure à l'indépendance) : textes de 1966 (août 1972) ; dommages matériels subis en Algérie postérieurement au 3 juillet 1962 par les fonctionnaires français (14 mars 1980) ; instruction interministérielle algérienne du 28 mars 1981, liberté de transactions immobilières au profit des personnes physiques étrangères résidentes en Algérie (7 mai 1981) ; les derniers jours de l'Algérie française (avril 1999) ; mise en œuvre du plan d'action et de coopération relatif aux sépultures civiles françaises en Algérie, état d'avancement à l'automne 2003 (24 octobre 2003) ; assignation de la République d'Algérie devant le tribunal de grande instance de Paris (12 mars 2004) ; mémoire en réponse aux observations du gouvernement algérien (10 janvier 2006).

1971-2010

**B-0071510/2**

Harkis : indemnisation (1979-1997) ; modalités d'attribution de l'allocation forfaitaire en faveur des harkis (art.9 de la loi du 16 juillet 1987) (18 janvier 1989) ; prisonniers du Front de libération nationale (FLN algérien), travaux de la commission de l'indemnité forfaitaire (1990-1994) ; lettres anonymes dénonçant certaines personnes ayant perçue

indûment l'allocation forfaitaire (1992-1997) ; note sur la mise au point des projets de loi et de décret concernant les mesures en faveur des harkis (28 février) ; plan d'action en faveur des harkis (22 avril 1994) ; adoption à l'Assemblée nationale du projet de loi sur les harkis (18 mai 1994) ; liste des personnes qui ont été libérées de leur allégeance à la France et dont les noms figurent parmi les bénéficiaires de l'allocation forfaitaire (13 octobre 1994) ; camp historique de Bias (Lot-et-Garonne), étude en cours visant à son aménagement en maison de retraite pour les anciens supplétifs (1994) ; accession à la propriété, prêt relais accordé par la SONACOTRA dans le cadre de l'attribution de l'allocation forfaitaire de 110 KF : protocole d'accord (1994-1995) ; arrêts du conseil d'État, affaires Atmane et Benbai, notification d'une décision (1996-1997) ; situation des harkis (Assemblée nationale - 2ème séance du 22 octobre 1997) ; plan d'action en faveur des rapatriés, anciens membres de formations supplétives et assimilés, et de leurs familles (plan harkis) : bilans et perspectives (1997-2001) ; organisation des actions de soutien aux harkis (1998) ; nouvelles mesures en faveur de la communauté harkie (1998-1999).

1979-2001

#### **B-0071511/1**

Dommages de guerre 1939-1945 subis en Algérie, réunions de la commission internationale : séances du 18 novembre 1970, 21 juin 1971, 19 décembre 1972, 23 mai et 12 décembre 1973, 15 mai et 16 octobre 1974, 26 février, 24 juin et 11 décembre 1975.

1970-1975

#### **B-0071511/2**

Remboursement des frais culturels exposés par les agriculteurs français en Algérie, réunions de la commission interministérielle : séance du 27 juin 1972, 23 mai et 12 décembre 1973, 26 février 1975.

1972-1975

#### **B-0071511/3**

Français rapatriés d'Algérie, effectifs, répartition par département de la population rapatriée d'origine nord-africaine : listings.

1997

#### **B-0071512/1 – B-0071513/1**

Entreprises françaises spoliées en Algérie, dédommagement des entreprises industrielles, commerciales et artisanales, réunions de la commission interministérielle.

1971-1974

#### **B-0071512/1**

Séances du 21 janvier, 24 juin et 21 décembre 1971, 27 juin 1972.

1971-1972

#### **B-0071513/1**

Séances du 19 décembre 1972, 23 mai et 12 décembre 1973, 15 mai et 16 octobre 1974.

1972-1974

#### **B-0071514/1**

Commission des dommages matériels : procès verbal des séances du 18 novembre 1970, 20 et 28 janvier, 21 avril, 28 septembre 1971, 16 octobre 1974.

1970-1974

#### **B-0071514/2**

Indemnisation des Français d'outre-mer en Tunisie, patrimoine immobilier français, construit ou acquis en Tunisie avant 1956 : mise en œuvre des accords immobiliers franco-tunisien des 23 février 1984 et 4 mai 1989 qui ont organisé la cession du patrimoine immobilier détenu par les propriétaires français aux tunisiens.

1978-2005

**B-0071514/3**

Maroc, reliquat de l'indemnisation versée à la France par le Maroc en application du protocole d'accord du 2 août 1974 relative à l'indemnisation des propriétaires de biens agricoles nationalisés.

1994-2001

**B-0071515/1**

Emprunts russes, indemnisation des porteurs français d'emprunts russes ainsi que des personnes ayant eu des biens confisqués par Moscou lors de la révolution de 1917 ou de la deuxième guerre mondiale : mise en œuvre de l'accord du 27 mai 1997 passé entre la République française et la Fédération de Russie.

1997-2001

**B-0071516/1**

Koweït, indemnisation des français victimes de l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août 1990.

1992-2000

**B-0071516/2**

Madagascar et Cambodge, indemnisation des français de Madagascar et du Cambodge (art.89 et 90 de la loi de finances rectificative pour 2001, loi N° 2001-1276 du 28 décembre 2001) confiant à l'ANIFOM le soin de répartir les sommes versées par le Cambodge et Madagascar entre les français victimes de mesures de nationalisation ou de spoliation intervenues dans chacun de ces deux pays ; Cambodge : accord d'indemnisation franco-cambodgien du 15 mars 1995, 40 MF est affectée à l'indemnisation des pertes de biens privés français survenues au Cambodge entre 1970 et 1975, antérieurement aux accords de paix du 23 octobre 1991 ; Madagascar : accord d'indemnisation franco-malgache du 1er octobre 1998, 27 MF est affecté à l'indemnisation des pertes de biens français survenues à Madagascar entre 1975 et 1978.

1996-2004

**B-0071516/3**

Indochine : secours exceptionnel aux réfugiés indochinois ayant servi l'administration française (aide en faveur de certains anciens fonctionnaires civils et militaires de l'ex-Indochine française) (1978-1987) ; revendications de rapatriés d'Indochine, intervention du préfet de Lot-et-Garonne sur la situation des rapatriés d'Indochine au regard de l'indemnisation (2003).

1978-2003

**B-0071516/4**

Commission Draï, commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations antisémites en vigueur pendant l'occupation (par décret N° 99-778 du 10 septembre 1999, présidée par M. Pierre Draï, premier président honoraire de la Cour de cassation) : examen des requêtes en indemnisation devant la commission, nomination des membres de la commission, textes.

1999-2002

**B-0071516/5**

Retraites des rapatriés : amélioration des retraites en application de la loi N° 85-1274 du 4 décembre 1985 relative à l'amélioration des retraites des rapatriés ayant exercé une activité professionnelle dans les territoires autrefois administrés par la France.

1985-1997

**B-0071516/6**



Indemnisation des rapatriés, engagements financiers en faveur des rapatriés ; accueil et aides à l'installation (loi de 1961), indemnisation (loi du 15 juillet 1970, loi du 2 janvier 1978, loi de 1982, loi du 16 juillet 1987), réinstallation (décret du 26 septembre 1977, lois du 30 décembre 1986 et du 16 juillet 1987, circulaire du 23 mars 1994 (CODAIR), plan harki (loi du 11 juin 1994 et mesures antérieures), retraites (loi de 1985), complémentaires, de base, régimes spéciaux : tableaux de l'évolution des dépenses d'indemnisation, notes, bilan.

1985-2003

**B-0071516/7**

Comité technique paritaire central (CTP) de l'ANIFOM : réunion du 21 décembre 2000, réunion du 16 mai 2003 et procès verbal, procès verbal de la réunion du 2 juin 2005, procès verbal de la réunion du 13 décembre 2005.

2000-2003

**B-0071517/1**

Indemnisation des rapatriés : modalités dévaluation des biens spoliés et conditions d'application de l'indemnisation, instruction de certaines mesures en faveur des rapatriés et mise en œuvre par l'agence.

1973-2006

**B-0071517/2**

Questionnaire émanant de la Cour des Comptes relatif à la gestion de l'ANIFOM et réponses.

1998-2005

**B-0071518/1 – B-0071520/1, B-0071558/1**

Courrier reçu et envoyé.

1980-1996

**B-0071518/1**

Pelurier courrier départ de M. Pierre Gisserot, directeur général de l'ANIFOM, puis à partir de août 1983 de M. Jean-Claude Lesourd.

1980-1983

**B-0071519/1**

Pelurier courrier départ de M. Jean-Claude Lesourd, directeur général de l'ANIFOM.

1984-1987

**B-0071519/2**

Pelurier courrier arrivée : registres, du 22 mars 1984 au 15 avril 1987, du 21 juillet au 6 mars 1989, du 17 mai 1995 au 31 décembre 1996.

1984-1996

**B-0071558/1**

Pelurier courriers départ de M. Alain Vauthier, Président du Haut Conseil des rapatriés (2003-2005) ; affaires suivies et intervention de M. Alain Vauthier, Président du Haut Conseil des rapatriés (2004-2005).

2003-2005

**B-0071520/1**

Statistiques courrier arrivée/départs : tableaux récapitulatifs (mensuel et annuel) année 2001 (juin - décembre), 2002, 2003, 2004, 2005, 2006 (janvier – août).

2001-2006

**B-0071557/1 – B-0071561/2**

Haut conseil des rapatriés (HCR).

2003-2006

**B-0071557/1**

Création du Haut conseil des rapatriés (HCR) décret N° 2002-1479 du 20 décembre 2002, organisation, règlement, composition, modalité de fonctionnement (2003-2004) ; courriers "arrivée" (2003-2004).

2003-2004

**B-0071559/1**

Constitution par le haut conseil des rapatriés (HCR) des groupes de travail, par thème, au sein des deux sections, "Harkis et autres membres de formations supplétives et assimilés" et "Pieds-noirs" : travaux, comptes rendus et documentation des réunions de travail des groupes.

2003-2004

**B-0071560/1**

Rapport d'activité du haut conseil des rapatriés (HCR) (avril 2003 - mars 2005, 2006).

2005-2006

**B-0071560/2**

Mémorial national de l'outre-mer de Marseille : travaux préparatoires du haut conseil des rapatriés (HCR) et de l'exposition inaugurale.

2002-2004

**B-0071561/1**

Disparus de la guerre d'Algérie (1954-1962), recherches sur les personnes disparues ou détenues en Algérie en 1962-1965 : travaux préparatoires du haut conseil des rapatriés (HCR).

2002-2007

**B-0071561/2**

Commémoration du 60<sup>ème</sup> anniversaire du débarquement sur les côtes de Provence, le 15 août prochain à Toulon : organisation de la cérémonie par le haut conseil des rapatriés (HCR).

2004

**B-0071562/1**

Commission consultative des rapatriés, création de la commission, nomination de M. Jean-Claude Lesourd, Président, ancien Directeur général de l'ANIFOM (1983-2000) et constitution des commissions thématiques et nominations de leur membres : réunions plénières du 28 février, 17 mai, 13 septembre, 20 novembre et 13 décembre 2001, 8 janvier, 7 février, 18 avril 2002, 29 janvier 2003.

2001-2003

**B-0071563/1**

Commission thématique "Retraites" : compte rendu des réunions (2001), "Réinstallation" : compte rendu des réunions (2001), "Indemnisation" : compte rendu des réunions (2001), "Mémoire, culture et vérité historique" : comptes rendu des réunion (2001).

2001

**B-0071563/2**

Comité national pour les musulmans français : participation et intervention de M. Jean-Claude Lesourd, Président de l'ANIFOM, au colloque du 22 octobre 1999 "les harkis dans la communauté nationale".

1999

**B-0071563/3**

Comité national de suivi du plan d'action en faveurs des anciens membres des formations supplétives et assimilés ou victimes de la captivité en Algérie et de leurs familles : participation et intervention de M. Alain Vauthier, Président de l'ANIFOM et membre aux réunions du comité de pilotage.

1996-2002

**B-0071564/1 - B-0071569/1**

Réunions plénières du Haut conseil des rapatriés (HCR) animé par M. Alain Vauthier, Président du HCR, parallèlement Directeur général de l'ANIFOM.

2003-2005

**B-0071564/1**

Séances du 19 juin, 10 juillet, 11 septembre et 13 novembre 2003.

2003

**B-0071565/1**

Séances du 23 janvier, 5 mars, 8 juillet et 23 novembre 2004.

2004

**B-0071566/1**

Séances du 3 décembre 2004, 9 mars 2005 (reportée au 10 mars).

2004-2005

**B-0071566/2**

Séances du 15 mai, 18 juin, 30 juin, 10 juillet, 10 septembre 2003.

2003

**B-0071567/1**

Séances du 23 octobre, 6 novembre, 13 décembre, 17 décembre 2003.

2003

**B-0071568/1**

Séances du 28 janvier, 11 février, 1er mars, 3 mars, 10 mars, 22 mars, 27 avril, 5 mai 2004.

2004

**B-0071569/1**

Séances du 15 juin, 21 juin, 21 octobre, 3 novembre, 10 novembre, 17 novembre 2004, 14 janvier, 15 janvier, 27 janvier, 2 février 2005.

2004-2005